

L'OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC
PRES LE TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE - TRIBUNAL DE POLICE DE
CRETEIL
11-19, Boulevard Jean-Baptiste Oudry
94000 CRETEIL

L'Officier du Ministère Public
à

Références à rappeler : RO - PV
Rédacteur

Monsieur,

J'accuse réception de votre courrier par lequel vous attirez mon attention

pour l'(les) infraction(s) suivante(s):

- 1 fois **032055** NON TRANSMISSION DE L'IDENTITE ET DE L'ADRESSE DU CONDUCTEUR PAR LE RESPONSABLE LEGAL DE LA PERSONNE MORALE DETENANT LE VEHICULE - INFRACTION ROUTIERE CONSTATEE PAR UN APPAREIL DE CONTROLE AUTOMATIQUE HOMOLOGUE ART.L.121-6, ART.L.130-9 AL.1,AL.3, ART.A.121-1 C.ROUTE. ART.L.121-6 AL.2 C.ROUTE. Infraction(s) relevée(s) à **GENTILLY(94254), IMMEUBLE ORSUD 3 5 AVENUE GALLIENI CS**, en date du **11/05/2018 à 00h00**, par procès verbal n° _____ dressé par **Service ANR**, avec le(s) véhicule(s) immatriculé(s) :
- 1 fois **032055** NON TRANSMISSION DE L'IDENTITE ET DE L'ADRESSE DU CONDUCTEUR PAR LE RESPONSABLE LEGAL DE LA PERSONNE MORALE DETENANT LE VEHICULE - INFRACTION ROUTIERE CONSTATEE PAR UN APPAREIL DE CONTROLE AUTOMATIQUE HOMOLOGUE ART.L.121-6, ART.L.130-9 AL.1,AL.3, ART.A.121-1 C.ROUTE. ART.L.121-6 AL.2 C.ROUTE. Infraction(s) relevée(s) à **GENTILLY(94250), 3, AV GALLIENI**, en date du **21/04/2018 à 00h00**, par procès verbal n° _____ dressé par **Service ANR**, avec le(s) véhicule(s) immatriculé(s) : **YR**
- 1 fois **032055** NON TRANSMISSION DE L'IDENTITE ET DE L'ADRESSE DU CONDUCTEUR PAR LE RESPONSABLE LEGAL DE LA PERSONNE MORALE DETENANT LE VEHICULE - INFRACTION ROUTIERE CONSTATEE PAR UN APPAREIL DE CONTROLE AUTOMATIQUE HOMOLOGUE ART.L.121-6, ART.L.130-9 AL.1,AL.3, ART.A.121-1 C.ROUTE. ART.L.121-6 AL.2 C.ROUTE. Infraction(s) relevée(s) à **GENTILLY(94250), 3-5 AV GALLIENI**, en date du **23/04/2018 à 00h00**, par procès verbal n° _____ dressé par **Service ANR**, avec le(s) véhicule(s) immatriculé(s) : _____

- 1 fois **032055** NON TRANSMISSION DE L'IDENTITE ET DE L'ADRESSE DU CONDUCTEUR PAR LE RESPONSABLE LEGAL DE LA PERSONNE MORALE DETENANT LE VEHICULE - INFRACTION ROUTIERE CONSTATEE PAR UN APPAREIL DE CONTROLE AUTOMATIQUE HOMOLOGUE ART.L.121-6, ART.L.130-9 AL.1,AL.3, ART.A.121-1 C.ROUTE. ART.L.121-6 AL.2 C.ROUTE.
Infraction(s) relevée(s) à **GENTILLY(94254), IMMEUBLE ORSUD 3 5 AVENUE GALLIENI CS**, en date du **04/05/2018 à 00h00**, par procès verbal n° _____ ! dressé par **Service ANR**, avec le(s) véhicule(s) immatriculé(s) :

- 1 fois **032055** NON TRANSMISSION DE L'IDENTITE ET DE L'ADRESSE DU CONDUCTEUR PAR LE RESPONSABLE LEGAL DE LA PERSONNE MORALE DETENANT LE VEHICULE - INFRACTION ROUTIERE CONSTATEE PAR UN APPAREIL DE CONTROLE AUTOMATIQUE HOMOLOGUE ART.L.121-6, ART.L.130-9 AL.1,AL.3, ART.A.121-1 C.ROUTE. ART.L.121-6 AL.2 C.ROUTE.
Infraction(s) relevée(s) à **GENTILLY(94254), IMMEUBLE ORSUD 3 5 AVENUE GALLIENI CS**, en date du **20/05/2018 à 00h00**, par procès verbal n° _____ ! dressé par **Service ANR**, avec le(s) véhicule(s) immatriculé(s) :

Appartenant aux dossiers :

Après examen de votre affaire, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai décidé de procéder, à titre exceptionnel, à l'arrêt des poursuites à l'encontre de votre société.

Je vous rappelle que, conformément à l'article L121-6 du Code de la Route, lorsqu'une infraction a été constatée selon les modalités prévues à l'article L.130-9 du Code de la Route, et a été commise avec un véhicule dont le titulaire du certificat d'immatriculation est une personne morale ou qui est détenu par une personne morale, le représentant légal de cette personne morale doit indiquer l'identité et l'adresse de la personne physique qui conduisait ce véhicule, à moins qu'il n'établisse l'existence d'un vol, d'une usurpation de plaque d'immatriculation ou de tout autre événement de force majeure.

La désignation sur un avis de contravention, émis à l'encontre du représentant légal d'une société par le Contrôle Automatisé (excès de vitesse, non respect du feu rouge), doit intervenir sans qu'aucun paiement n'ait été effectué et dans les délais impartis. Un nouvel avis de contravention est alors émis à l'encontre de la personne physique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à CRETEIL, le 07/05/2019

L'OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC

